

## **COMMERCIALISATION DE L'ESSENCE "KPAYO" À COTONOU : UNE SOLUTION À LA DISQUALIFICA- TION SOCIALE**

**Montcho Bruno, Amouzouvi Dodji**

**&**

**Aguia-Daho C. E. Jacques\*<sup>1</sup>**

### **Résumé**

Les solutions aux crises des années 1980 avaient créé selon Lauthier (2004), une « catastrophe sociale... », et font de l'informel le lieu de la solution à tous les problèmes sociaux ». Les Béninois pour survivre ont investi entre autre le commerce de l'essence "kpayo", qui emploie plus de 50 000 actifs (LARES, 2011 : 8), et satisfait 90% des consommateurs selon le relevé du Conseil des ministres du 2 novembre 2012. Il s'agit de voir si cette activité permet aux acteurs d'être actif socialement et/ou économiquement. Pour y parvenir, l'observation, l'entretien et le questionnaire ont été les techniques utilisées. L'étude est systémique, de nature qualitative et quantitative faite à Cotonou. Au terme de la recherche assortie d'une analyse qui s'inscrit dans la débrouille de Roche (2011) et Gonzalez (2010), l'individuation de Carpentier et White (2013) ; il apparaît que ce commerce joue un rôle et remplit des fonctions sociales et économiques. Il réussit à nourrir son homme, lui permet de survivre et de vaincre la pauvreté et la disqualification sociale.

**Mots clés** : Commercialisation, essence "kpayo", disqualification sociale, Cotonou.

### **Abstract**

---

\*Chercheurs au Laboratoire d'analyse et de recherche religions, espaces et développement (LARRED/Université d'Abomey-Calavi) ; e-mail : montchobruno@yahoo.fr

1

The solutions to the crises of the 1980s had created according Lautier (2004), "social catastrophe...and make informal place of the solution to all social problems". Beninese for to survive invested among other trade **adulterated petrol**, which employs more than 50,000 assets (LARES, 2011: 8), and satisfies 90% of consumers according to the statement of the council of ministers on 2 November 2012. This is to investigate whether this activity it allows to be active socially and/or economically? To achieve this, observation, interview and questionnaire were technical. The study is systemic, qualitative and quantitative nature made in Cotonou. After the research with an analysis that is part of the nitty-gritty of Roche (2011) and Gonzalez (2010), individuation of Carpentier and White (2013); it is a business that plays a role and filled with social and economic functions. He managed to feed her man, allows him to survive and overcome poverty and social disqualification.

**Keywords** : Marketing, adulterated petrol, social disqualification, Cotonou.

### **Introduction**

L'État au Bénin est le principal et grand pourvoyeur d'emploi. Il exprime ses besoins et recrute selon ses possibilités. Mais, depuis les crises économiques et sociales des années 1980, il absorbe de moins en moins la main-d'œuvre. Et pourtant, c'est toute une masse importante de jeunes diplômés qui sort des écoles et universités chaque année. Le secteur privé au Bénin a pratiquement pris le relai mais n'a pas cette capacité de jouer efficacement ce rôle. Conscients de la situation, les gouvernants parlent ces dernières années de partenariat public-privé. Mais toujours est-il que la question de la pauvreté et du chômage reste endémique et contemporaine. Elle s'aggrave, persiste et perdure. Le Bénin est-il dans ce que (Erbès-Seguin 2004 : 3) appelle la « déstructuration » ou bien la « restructuration » du mode de recrutement ou alors du travail ? La notion du travail est celle qui a suscité plusieurs débats quant à son contenu et son importance

dans la vie quotidienne d'un acteur. Il donne et oriente les trajectoires sociales, à l'instar de ce que (Locke, 1690) considérait comme la manifestation de la liberté individuelle. Mais peut-on parler de liberté individuelle sans un minimum de ressources financières ? (Smith, 1776) propose une évolution par rapport à la notion du travail. Ainsi, il conçoit le travail humain comme l'un des éléments créateurs de richesses. Si tant est qu'il crée la richesse, il doit s'appuyer sur ce que (Marx, 1971) appelle les « facteurs de production ». L'organisation du travail est alors une construction sociale qui varie d'une société à une autre. Il génère les mêmes ressources et des difficultés similaires qui ne sont pas spécifiques au Bénin.

La rareté de l'emploi est un des problèmes sociaux qui bouleverse le monde contemporain. Elle livre des arguments forts pour justifier et se prévaloir de l'exercice d'activités de toute nature. Elle offre la possibilité de conclure que les théories classiques (capitalisme, socialisme, etc.) ont montré leurs limites. Car, elles n'ont enfanté que des crises aussi bien économiques que sociales. Evoquant les raisons du développement du secteur informel, (Crévoisier et *al*, 2007 : 18) concluent qu'il s'agit d'une « solution efficace à une pénurie d'emploi ou à un défaut de qualification suffisantes ». Toutes situations qui ont conduit les Béninois à s'investir dans les activités comme la vente de l'essence "kpayo".

Le commerce de l'essence "kpayo", malgré les risques liés à son importation, sa distribution et sa commercialisation est l'activité privilégiée qui accueille une catégorie importante d'acteurs quels que soient leurs professions, niveau d'instruction et situation sociale. Refuge pour les chômeurs, cette activité réussit jusqu'à ce jour, à non seulement garantir leur survie mais aussi à les maintenir dans cette ville. Cette contribution conduit les lecteurs dans une réalité qui m'a été relatée et dont je pense utile

de partager afin que les acteurs à divers niveaux comprennent comment cette vente a permis d'éviter un certain nombre de choses pour la réorientation de la vie de toute une famille. Loin d'être compris comme celui qui fait l'éloge ou même la promotion de cette activité, je viens exposer les faits qui, pour moi, sont expressifs afin d'expliquer les mobiles qui guident et orientent les comportements et actions des acteurs dans leur ensemble. Ainsi, la nécessité de survie amène les Béninois à choisir ce que Ferréol (2012 : 128) appelle la « trajectoire professionnelle » pour se donner une « identité affinitaire ».

### **1. Méthodologie adoptée**

Cette contribution est une étude de nature qualitative et quantitative faite dans le département du Littoral commune de Cotonou. Pour étudier et analyser les dynamiques autour de ce commerce, j'ai recouru aux modèles théoriques de la débrouille tels que abordés par Roche (2011), Gonzalez (2010) et à l'individuation de Carpentier et White (2013). La commercialisation de l'essence "kpayo" apparaît comme un système de réseau dont les stratégies utilisées par les acteurs m'ont permis de prendre appui sur Babeau et Chanlat (2007). Le commerce parallèle de l'essence s'inscrit dans les activités du secteur informel qui dérogent au respect des normes, règles et textes formels. C'est pour ce faire que la théorie sur la déviance d'Ogien (2012) m'a été d'une grande importance pour comprendre les raisons et l'utilité de la transgression desdites normes formelles. L'entretien, l'observation et le questionnaire ont été les techniques de collecte des données appliquées à un échantillon composé de 150 vendeurs, 75 consommateurs choisis de façon raisonnée et aléatoire. Mais, pour les vendeurs, les premiers sont choisis au hasard sur les axes principaux identifiés en fonction des flux de circulation et de leurs ouvertures sur les embarcadères ; par la suite, un saut de deux à trois étalages selon leur densité a été fait.

## **2. Vente de l'essence "kpayo" : une histoire de vie de Dégbèvi et de Sèwanou**

La commercialisation de l'essence "kpayo" à Cotonou n'est pas le monopole d'une catégorie sociale spécifique, ni d'une ethnie, d'une religion ou d'une région, même si certaines localités sont considérées comme des bastions de ce commerce, à cause de leur proximité avec le pays pourvoyeur du produit, c'est-à-dire le Nigeria. En fait, la commercialisation de l'essence "kpayo" est exercée par des acteurs qui s'y adonnent parce qu'étant en chômage ou bien qui cherchent à améliorer leurs revenus et suppléer le salaire qui apparaît de plus en plus insuffisant, alors que les charges familiales, le niveau de vie, et le prix des produits et denrées de premières nécessités ne cessent de grimper. Cette situation est pire et s'aggrave en fonction du milieu de vie.

C'est le cas de Jean Sèwanou un agent de sécurité privée, employé dans une banque dont l'agence se situe à Akpakpa un des grands quartiers de la ville de Cotonou. Jean est marié à une femme et est père de quatre enfants ; le 5<sup>ème</sup> ne tardera pas à venir au monde. Son salaire mensuel est de 47 000 F CFA. Cette somme doit lui permettre de supporter les charges fixes que voici : le loyer mensuel (une chambre et un salon) de 20 000 F CFA ; la facture d'électricité souvent évaluée à 5 500 F CFA décomposée comme suit : 3 ampoules à 1 000 F CFA par ampoule et une prise à 2 500 F CFA, heureusement qu'il y a de puits dans la maison le dispensant des frais d'eau ; 6 000 F CFA par mois pour le petit-déjeuner de ses trois enfants dont les deux derniers de sexe masculin fréquentent l'école primaire publique rendue gratuite, l'aîné de sexe féminin en classe de 5<sup>ème</sup> est exemptée des frais de scolarité toujours pour cause de mesure de gratuité ; une somme forfaitaire de 12 000 F CFA par mois pour assurer la nourriture de la maison ; finalement, il ne reste que 3 500 F CFA à Jean pour ses petits besoins.

Le service de Jean est situé à environ 15 km de son domicile. Sa moto mate 50 de marque Yamaha consomme, lorsqu'il fait quelques détours supplémentaires, en moyenne un (1) litre d'essence en deux jours, soit l'équivalent de 5 625 F CFA (15 l x 375F) le mois ce 8 novembre 2013 chez les vendeurs d'essence "kpayo" au lieu de 8 550 F CFA (15 l x 570F) à la même date dans les stations-service. Jean n'est pourtant pas totalement satisfait puisqu'il devra déboursier de l'argent pour acheter encore de l'huile à moteur pour faire le mélange aux fins d'entretenir sa moto. Le choix est vite fait, encore qu'il a la possibilité d'acheter l'essence "kpayo" à crédit les jours où il n'a pas de liquidité sur lui. Ce sont des logiques qui gouvernent le marché de la vente de l'essence "kpayo" où le client en difficulté peut avoir le produit soit en laissant par exemple sa carte nationale d'identité, objets précieux ou toutes autres pièces, soit pour le simple fait que le fournisseur le connaît. C'est d'ailleurs ce que relataient Nélisse *et al.* (1994 : 6) lorsqu'ils considèrent que « dans un désert de service publics, les œuvres charitables, le mouvement ouvrier, les corporations professionnelles ont pendant longtemps assuré un minimum d'aide à la population aux revenus les plus bas ». Jean a, au moins, deux fournisseurs chez qui il est considéré comme un client fidèle. L'un d'eux est la femme de Yao *Dégbèvi* doublement marié, père de sept enfants, et ancien collègue de service qui avait abandonné le travail sans qu'il n'ait eu de problème particulier. Toutes les démarches menées pour le ramener ont échoué. Il avait plutôt trouvé le "tuyau", pour reprendre le jargon des vendeurs, par le biais de l'une de ses femmes du groupe linguistique "Adja" dont le grand-frère est grossiste. Ce dernier, fatigué d'appuyer tous les jours financièrement sa petite sœur, l'a positionnée dans le circuit de la vente de l'essence "kpayo". Celle-ci n'a pas raté cette opportunité puis a réussi à introduire son mari Yao qui se charge du transport des produits pour alimenter les trois étalages qu'ils ont à travers

le quartier. Les revenus de cette vente ont permis non seulement aux femmes de Yao d'être autonomes financièrement, d'appartenir à plusieurs groupes de tontine et de solidarité de la localité, mais aussi d'être apte à vaincre la pauvreté. La première femme, appelée communément "*adjaton*", nous a confié ceci :

Je rentre chez moi à la fin de chaque journée si le marché n'est pas bon avec un minimum de revenu de 20 000F CFA après avoir payé tous mes tontiniers ; donc je peux vous assurer que sans ce commerce, je ne sais pas si la famille continuerait à vivre à Cotonou, on serait rentré au village et même chacun aurait choisi son chemin, qui sait ? Dites aux autorités de nous laisser un peu et il y aura la paix dans le pays.

Ces acteurs du commerce parallèle d'essence pensent que le pays doit sa paix et sa stabilité à la liberté que leur donnerait l'Etat à vendre l'essence "*kpayo*" à tous les Béninois.

Le mari Yao, à son tour, considère son beau-frère comme le sauveur de sa famille :

Le job que j'avais ne me permettait pas de satisfaire le tiers des dépenses de la famille, mais depuis février 2000 que j'ai débuté la vente de l'essence "*kpayo*", beaucoup de choses ont changé dans ma vie. Est-ce que la somme de 47 000F CFA le mois pouvait permettre de satisfaire les besoins élémentaires d'un homme qui a sept enfants à charge ?

Répondant lui-même à la question, il affirme que c'est grâce à ce commerce qu'il a pu faire des réalisations. Ainsi en 2005, Yao s'est acheté un terrain d'une valeur de deux millions (2 000 000 F CFA) dans la commune d'Abomey-Calavi, et aujourd'hui, il vit avec sa famille dans sa propre maison. Il assure aisément l'instruction de trois de ses enfants qui ont opté pour l'école. Ces derniers sont tous bacheliers et ont choisi des écoles universitaires de formation professionnelle que sont l'École Nationale d'Économie Appliquée et de Management (ENEAM), la

Faculté des Sciences de la Santé (FSS) et l'École Polytechnique d'Abomey-Calavi (EPAC), toutes des écoles prestigieuses de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC) du Bénin. Les frais de scolarité par an que Yao paie sont d'un million deux cent mille (1 200 000 F CFA, soit 400 000 F x 3), sans compter les autres frais, à savoir les fournitures scolaires, l'argent de poche, le loyer etc. Rappelons qu'il a acheté auxdits enfants deux motos d'une valeur de deux cent quatre-vingt mille (280 000 F CFA) chacun.

Ils sont dans leur grande majorité des vendeurs d'essence "kpayo" qui, après avoir fait ce choix, ont bâti leur vie grâce à ce commerce. Il faut dire que ceci est fonction des capacités financières de chacun et du positionnement dans la hiérarchie du système. Même si cette idée de Carpentier et White (2013 : 282) selon laquelle « la position dans la structure sociale détermine la destinée des personnes » n'est pas une réalité plaquée et universelle, dans ce cas d'espèce, les auteurs semblent avoir raison sur tous autres commentaires. Les données empiriques consolident ce fait dans le domaine de la vente de l'essence "kpayo" au Bénin en général et à Cotonou en particulier. La plupart des informateurs souhaitent occuper une place supérieure ou meilleure dans le dispositif ; du coup, toutes les méthodes et stratégies sont utilisées pour être reclassés ou bien classés dans le système pour paraphraser Friedberg et Crozier (1977). A *contrario*, Bourdieu (1992) et autres parleront de champs structurés et organisés dans lequel se déroule tous jeux et enjeux. L'auteur dira que « la société est comme un champ de forces structuré par des positions dominantes. Ces positions déterminent les distances à respecter entre les agents du champ, et un champ de lutter pour la conquête de positions dominantes ». Cette compréhension du jeu des acteurs dans toute organisation est d'autant plus visible chez les vendeurs d'essence "kpayo" que ne devient pas importateur, grossiste etc., qui veut, mais qui peut après un certain nombre d'années et sur la base de la maîtrise des rouages du système. Les

mieux outillés et chanceux sont ceux qui ont un parent proche membre de cette hiérarchie.

En se fondant sur le parcours de vie (Carpentier et White, 2013) de Yao et celui de sa famille, je déduis qu'ils doivent leur maintien, leur survie et leur vie dans la ville de Cotonou à l'exercice de la vente d'essence "kpayo". C'est un exemple dont l'objectif a été de montrer et d'analyser comment la vente de l'essence "kpayo", au-delà des risques énormes et des pertes colossales qu'elle cause à l'Etat en termes d'impôts, s'est positionnée comme une réponse à la pauvreté, au chômage, et même à la délinquance, etc. En se basant sur ces données empiriques, la logique de la sociologie pragmatique voudrait que l'attention du sociologue soit recentrée sur l'analyse de l'acteur en situation (Boltanski, 2009, cité par Carpentier et White, 2013 : 280). Mais, de façon plus explicite, ces auteurs ajoutent qu'il faut privilégier les analyses en termes de réseaux. Cela permettra de comprendre les pratiques de ces commerçants d'essence "kpayo", leurs stratégies relationnelles, leurs perceptions et logiques puis enfin leurs représentations sociales de cette activité dans leur vécu quotidien.

### **3. De la recherche du statut social à la profession incarnée !**

Des premières approches aux points de vue des interactionnistes en passant par ceux des fonctionnalistes, la profession est une réalité qui se trouve enchâssée entre plusieurs disciplines. Elle est liée à un accomplissement de soi. Je m'associe aux interactionnistes qui l'assimilent aux métiers et aux emplois. Il s'agit d'un élément capital qui donne une orientation et un sens à la vie d'un être humain. Hughes (1958 : 11) dira que « le métier d'un homme est une des composantes les plus importantes de son identité sociale, de son moi et même de son destin dans son existence qui ne lui est donnée qu'une fois. En ce sens, le choix d'un métier est presque aussi irrévocable que le choix d'un parte-

naire ». Dans la perspective de cet auteur, les vendeurs d'essence "kpayo" de Cotonou exercent une profession qui est le fruit aussi bien de leurs choix individuels mais aussi de leurs conditions sociales. La théorie interactionniste attribue ainsi à toute profession l'autonomie et l'auto-organisation des acteurs sociaux. Carpentier et White (2013) approuvent cette idée puisque, pour eux, les vendeurs d'essence "kpayo" fabriquent leur propre vie et participent par là même à la construction de leur monde. Ils parlent du processus d'individuation qui donne une plus grande liberté à ces vendeurs. Cette logique privilégie la subjectivité biographique des acteurs. Ceci renforce Dubar et Tripier (2003 : 95) qui estiment que « l'activité professionnelle de n'importe qui doit être étudiée comme un processus biographique et identitaire ». Ainsi, pour éviter ce que Brou (2007) appelle la désocialisation professionnelle qui apparaît comme une phase de déconstruction de soi, ces vendeurs d'essence "kpayo" se débrouillent, selon Roche (2011), pour s'affirmer et s'attribuer un statut social. La précarité de l'emploi justifie l'exercice de certaines activités que d'aucuns qualifieraient de peu *recommandables*. Les données empiriques révèlent que 58% sont devenus vendeurs d'essence "kpayo" faute de mieux. Mais actuellement ils s'y plaisent. 35% approuvent que ce choix émane de leur propre volonté. En somme, 93% des vendeurs d'essence "kpayo" interrogés considèrent cette activité comme leur profession. Cela se traduit par cette déclaration de cet informateur qui affirme ce qui suit :

Ce commerce m'a beaucoup sauvé, ce n'est que ça que je sais faire. Il me permet de satisfaire mes besoins et d'assumer les charges éducatives de mes enfants (Femme mariée, mère de 3 enfants et âgée de 31 ans, sans aucune qualification).

Pour Jamouille (2002), c'est la conséquence du néo-individualisme. En effet, « il contraint la jeunesse à devenir les entrepreneurs de leurs propres vies, à s'inventer eux-mêmes dans le présent, dans un jeu social héroïque où la rhétorique est celle

du combat pour s'arracher à sa condition » (Jamouille, 2002 : 8). Ce qui justifie leur position par rapport à une quelconque interdiction voulue par l'Etat. Au-delà de ces positions, il est important de chercher à comprendre si le choix de vendre l'essence "kpayo" leur confère un statut social.

Le commerce parallèle de l'essence est un véritable réservoir ou machine qui absorbe un nombre impressionnant d'acteurs. Ils travaillent parfois et surtout à la chaîne. Faire ce travail apparaît d'abord comme un devoir puis un droit. Chaque acteur du circuit est utile en fonction de la position qu'il occupe, des rapports et des relations. L'auto-organisation mise en place par ces acteurs du "kpayo" révèle l'existence de relations que (Ferréol *et al.* 2012 : 276) considèrent « d'horizontales ou verticales, d'égalitaires ou d'hierarchiques, liées à des intérêts, au prestige et à l'honneur ». Toutes les catégories sociales se retrouvent dans le circuit parallèle de la vente de l'essence "kpayo". Chacun y travaille et les revenus gagnés sont proportionnels à sa position et à son rôle. C'est l'exemple des chargements et déchargements qui sont assurés par des adultes et même des enfants. Les photos suivantes montrent le fonctionnement de ces différentes catégories qui opèrent et gagnent de l'argent chaque jour.

**Photo 1 : Chargement et déchargement des bidons d'essence dans les barques**



Source : Cliché Montcho, 2013.

Ces acteurs qui sont sur ces deux photos ci-dessus transportent des bidons d'un lieu à un autre sur une distance maximum de 200 mètres. Ils gagnent sur chaque bidon transportés la somme de 50 F CFA sans une limite fixée. Au terme de la journée ou de la nuitée, certains se retrouvent avec un revenu important ( $50 \text{ F} \times 100 = 5000 \text{ F CFA}$ ). J'ai rencontré sur les lieux une mère de famille qui est venue avec quatre de ses enfants qui font le travail ensemble. Elle déclare ceci :

Nous mettons les week-ends et surtout les congés à profit pour faire cette activité, et ça me rapporte assez. Mes enfants sont plus actifs et transportent un nombre de bidons impressionnant et à la fin de chaque journée, nous nous retrouvons avec au moins 12 000 F CFA. C'est grâce à cet argent que j'arrive à payer leurs frais de scolarité et satisfaire leurs autres besoins, puisque mon mari est déjà décédé il y a sept ans (Femme veuve âgée de 39 ans et mère de 4 enfants sans aucune formation).

Les propos de cette mère de famille soulèvent ce débat sur le travail des enfants. Dans sa conception des sociétés occidentales, il est proscrit que ces enfants aident leur mère à vaincre la pauvreté en travaillant. Cette interdiction est légale mais sa légitimité est à l'épreuve puisqu'elle ne prend pas en compte un certain nombre de réalités. Cela suppose qu'il existe des spécificités, et réalités socioculturelles de chaque société qui font ombrage à l'application exacte de ces lois. Ici, le travail de ces enfants augmente les revenus de la famille. Leurs actions sont perçues comme une aide qu'ils apportent à leurs mères avec joie et fierté. Le refus d'un des enfants qui connaît la situation de pauvreté et de précarité de ses parents est considéré comme une indiscipline et un manque de respect à l'égard de ses géniteurs. L'éducation dans la culture africaine en général et béninoise en particulier offre la responsabilité aux parents de guider et d'orienter les enfants. Ainsi, ces derniers doivent porter leurs aides à la mesure de leurs âges en fonction de leurs forces productives et capacités. Eu égard à ceci, Cavagnoud (2012) affirme que « cette valeur morale donnée par les parents au travail de leurs enfants est primordiale pour expliquer, au-delà de la précarité, leur introduction dans une activité économique. Celle-ci favorise une dynamique de solidarité à l'intérieur des familles et rend légitime la mise en place de ce type de stratégies dans l'économie souterraine de la métropole » (*in Regards croisés sur l'économie*, n°14, 2013 : 227). En conséquence, cette conception correspond à ce que Lobo (1984) considère comme « une représentation du travail fondée sur des logiques de réciprocité ». Et Cavagnoud (2012) ajoute que le travail des enfants « (...) doit davantage être compris comme une activité qui participe à la reproduction sociale des moyens d'existence de l'individu et de son inscription dans un collectif » (*in Regards croisés sur l'économie*, n°14, 2013 : 219). Les vendeurs d'essence "kpayo" conçoivent et pensent qu'ils préparent et forment l'enfant à la vie active.

C'est un passage obligé pour tous mes enfants. C'est un crime de se faire aider par son propre enfant, alors que dans le même temps j'ai le devoir d'assurer ses besoins ? Je leur apprend comment chercher de l'argent et organiser leur vie (Femme mariée âgée de 59 ans et mère de 6 enfants).

Ce processus d'entrée et de préparation dans la vie sociale des enfants est condamné par le droit et les institutions modernes.

#### **4. Quand la précarité de l'emploi légitime la débrouille !**

Nous partons de cette affirmation de Singly *et al.* (2013 : 131) pour qui « celui qui ne parvient pas ou plus à obtenir une place, un statut, une utilité grâce à son emploi se trouve dans une situation où il court, en permanence, le risque de se retrouver isolé ». Et pourtant, les structures officielles publiques et privées offrent peu d'emplois aux populations en général. Ainsi, elles initient puis pratiquent des activités qui pourront leur permettre de vaincre l'oisiveté. Par conséquent, le contrôle social est à l'épreuve des activités que mènent ces populations.

De Dubechot et Lecomte (2000), Gonzalez (2010) à Roche (2011) en passant par Jamouille (2002), ils sont d'avis que le manque d'alternative d'emploi légitime certains comportements pourtant déviants. Les vendeurs d'essence "kpayo" se débrouillent pour se sortir de l'isolement en s'appuyant sur les avantages et potentialités de leur environnement. Conscient de leurs conditions de vie, ces vendeurs ont créé un mode d'adaptation conforme à cette activité et au milieu. Puisque les structures sociales formelles ne parviennent pas à inscrire l'ensemble des acteurs dans un système de référence et d'échange. Je remarque à la suite de Jamouille (2002) que la plupart des acteurs (69%) étaient considérés comme "out". Ils ont donc intégré le réseau social des vendeurs d'essence "kpayo" et

bénéficient de la régularisation, d'appui qui participe au changement puis à la redirection de leurs trajectoires de vie. C'est d'ailleurs ce que Carpentier et White (2013) nomment l'individuation dont le fondement est basé sur le parcours de vie desdits acteurs. Alors, pour comprendre et saisir le bien-fondé des actions actuelles et comportements des vendeurs d'essence "kpayo", il faut questionner et se référer aux trajectoires historiques individuelles. C'est aussi la position de Muniglia (2013 : 1) pour qui

les histoires de vie difficiles, les recompositions identitaires qu'elles génèrent ainsi que la nature du réseau relationnel sur lequel les jeunes peuvent s'appuyer conditionnent la façon dont ils expérimentent la situation de précarité tout comme leurs modalités de recours à l'aide.

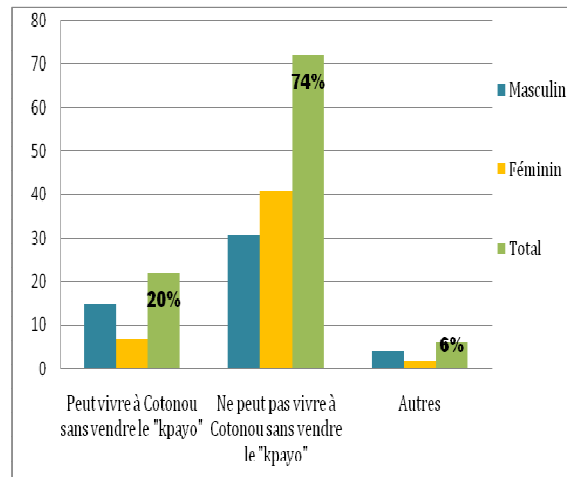
En somme, la combinaison de multiples trajectoires de ces vendeurs d'essence "kpayo" de Cotonou permet de mieux saisir comment ils en sont arrivés à s'abriter sous le toit de ce commerce parallèle d'essence. En conséquence, dans le fonctionnement du réseau, les actions individuelles de ces acteurs ont des effets cumulatifs et conduisent à une mobilisation collective.

Toutes les catégories sociales animent et alimentent le commerce parallèle de l'essence au Bénin. Elles occupent des fonctions, et accomplissent des tâches différentes. Ainsi, il y a par exemple en plus des vendeurs, les agents pointeurs, les passeurs, les agents relais et des agents de renseignements. Ils sont présents aussi bien sur les sites que sur les axes et pistes de convoyage du produit. Chacun y trouve et gagne un revenu qui lui permet de subvenir à ses besoins. Ceci s'explique par leurs discours. Point n'est besoin de démontrer que l'offre d'emplois se raréfie alors que les demandes sont en perpétuelle hausse. Ce phénomène crée et participe à la désorganisation économique et sociale. Du coup, les populations se tournent vers des activités

qui pourront leur assurer le minimum. Au vu de tous ces éléments, la vente de l'essence "kpayo" apparaît comme cette activité qui, aux dires des acteurs, leur redonne l'espoir de vivre à Cotonou. Elle participe dans une certaine mesure à la réduction de la pauvreté. C'est une activité qui occupe ces différentes catégories d'acteurs et leur permet comme ils le disent « de pouvoir sortir de chez soi et revenir la main pleine de quoi satisfaire les enfants ».

Ces différentes positions et perceptions ont attiré notre attention sur la proportion de ceux qui, en dehors de cette vente, ne pourront pas vivre dans la ville. Les résultats empiriques sont représentés par le graphique 1.

**Graphique 1 : Répartition des vendeurs par sexe selon la nécessité ou non de vivre à Cotonou sans la vente de l'essence "kpayo" (N=150)**

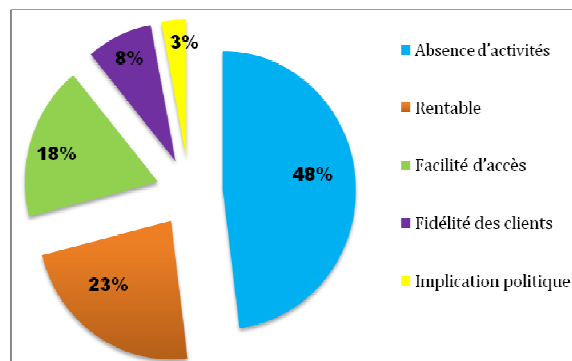


Source : Données de terrain, 2013

La proportion de 74% des informateurs sans distinction de sexe affirme qu'ils ne peuvent pas vivre dans la ville de Cotonou sans la pratique de cette activité de vente de l'essence "kpayo". Les 20% qui vendent d'ailleurs l'essence "kpayo" disent le contraire mais posent encore des conditions sans lesquelles ils rejoignent l'avis des premiers. Pour ces acteurs, leur abandon dudit commerce ne serait possible que s'ils trouvent une autre activité plus rentable et facile d'accès. Et cette activité qui viendrait se substituer à la vente de l'essence ne devrait pas leur imposer des investissements au-dessus de leurs possibilités et capacités financières. La majorité de ces informateurs (21%) ont appris un métier professionnel. Ils ont du mal à s'insérer, s'installer et s'imposer sur les marchés urbains de Cotonou. Cela justifie leurs positions et opinions.

Cette logique a conduit à comprendre d'avantage les raisons qui ont motivé chaque acteur à devenir vendeur d'essence "kpayo" à Cotonou.

**Graphique 2 : Les raisons ayant conduit à la vente de l'essence "kpayo" (N=150)**



Source : Données de terrain, 2013.

La situation socio-économique du Bénin et de la ville de Cotonou en particulier trouve son fondement dans la vente de l'essence "kpayo". Vivre dans les centres urbains est un véritable problème et un casse-tête si l'acteur ne dispose pas d'un emploi fixe, stable et bien rémunéré. Ce qui n'est toujours pas le cas puisque tout le monde veut rester dans les villes. La conséquence est qu'ils sont obligés d'investir les activités qualifiées d'informelles pour survivre. Ainsi, 48% des informateurs sont dans la vente de l'essence "kpayo" pour des causes liées surtout à une absence d'activités ou encore d'activités dont les dépositaires peinent à pouvoir imposer, et s'affirmer à cause des exigences de l'environnement urbain. La plupart d'entre eux (69%) sont sans qualification et c'est seulement (21%) qui disposent d'une formation professionnelle. Le comble est que ces derniers qui ont appris un métier, éprouvent des difficultés pour s'en tenir aux ressources issues de l'exercice desdites activités. La solution, selon eux, est de s'investir dans la vente de l'essence "kpayo". Ils évoquent plusieurs raisons dont la rentabilité (selon 23% des informateurs) de cette activité par exemple. Elle permet aux acteurs de pouvoir subvenir à leurs besoins et réussir à se maintenir dans la ville de Cotonou. Il n'existe pratiquement pas de formalités contraignantes à s'installer pour démarrer la vente de l'essence "kpayo". Ces acteurs, pour preuve, évoquent le cas des marchés de cette ville surtout celui international de Dantokpa où ne peut trouver une place et vendre que celui qui a une possibilité financière très importante. Une place dans ce marché se négocie à des centaines de mille dont ces vendeurs ne disposent pas. Toutes choses qui font d'eux ce que Becker (1963) appelle des *exclus* du système formel.

La prédominance du secteur informel caractérise les économies des pays surtout africains ou en voie de développement ; il met les autorités politiques dans des positions ambiguës. Faut-il

combattre ses propres populations qui à défaut de leur offrir du travail, se débrouillent elles-mêmes pour satisfaire leurs besoins ?

À l'issue de cette enquête de terrain, les résultats montrent que la vente de l'essence "kpayo" est rentable. Il faut mentionner qu'il a été très difficile d'avoir ces résultats puisqu'il s'agit d'une activité parallèle qui est combattue par les autorités politiques. Les vendeurs d'essence "kpayo" sont sûrs que les clients ne manquent pas et doivent venir s'approvisionner chez eux. Ils comptent sur la fidélité des clients à 18%. C'est une filière qui est reconnue "officiellement" et socialement, compte tenu du nombre important d'acteurs impliqués, mais à cause de sa flexibilité, de son accès facile selon 8% des informateurs puis de son investissement qui est à la taille des populations ayant un revenu bas ou inexistant. Il revient pour se faire de requalifier cette réalité devenue un fait social total dans la perspective de Mauss. Puisqu'elle bénéficie d'une reconnaissance sociale totale donc normale pour désigner des pratiques d'insertion dans le tissu social. Ce qui a amené Néglise et *al*, (1994 : 8) à plutôt faire la promotion de nouvelles expressions comme les "*services de proximité*".

L'argument de reconversion des acteurs dans d'autres secteurs d'activités avancé par l'État dans la lutte contre la vente de l'essence "kpayo" a motivé de nombreux autres nouveaux acteurs. Ils ont démarré ce commerce dans le seul but de se voir recaser par l'État. C'est ce qui justifie la proportion des 3%. Certains barons du système sont dubitatifs de cette mesure, qui à leurs yeux, n'est pas possible ni réalisable. L'un d'eux avait laissé entendre ceci :

Dites-moi, est ce que l'État a déjà réussi à trouver de l'emploi aux milliers de jeunes diplômés qui sortent chaque année des écoles et universités avant d'envisager une quelconque reconversion des vendeurs d'essence "kpayo" qui n'ont aucune qualifica-

tion ? Ça je n'y avais même pas cru en son temps, l'autorité ne sait plus ce qu'elle doit nous proposer, moi je lui suggère de nous laisser simplement et de chercher à collecter quelques fonds chez nous comme le font les autorités de la mairie... Homme polygame père de 13 enfants, âgé de 67 ans sans qualification.

### **Conclusion**

Le commerce de l'essence "kpayo" au Bénin en général et à Cotonou en particulier est une activité qui ne doit pas être classée dans l'informel puisqu'elle bénéficie d'une reconnaissance sociale collective et d'une normativité. Elle s'est positionnée comme dominant puisqu'elle couvre tout le pays et utilise non seulement des chômeurs et artisans mais aussi des acteurs non qualifiés qui y trouvent leur compte et vivent aisément. Ces acteurs sociaux qui sont contraints et mis à l'écart par le circuit formel, forment ce que Border (2005) considère comme « des réseaux et de microsociétés qui permettent aux jeunes victimes d'exclusion sociale et à la recherche d'une reconnaissance d'appartenir à un groupe avec lequel ils partagent les mêmes valeurs et des modes de vie » (Crévoisier et *al.*, 2007 : 19).

### **Références bibliographiques**

- Agbota R., 2000, *Le secteur informel au Bénin*, Ecole Internationale de Commerce et de Développement, <http://www.ortcoop.free.fr>, ce 06/09/2013 à 14h 13mn.
- Akoun A. et Ansart P., 1999, *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Robert/Seuil.
- Akponne T., 1987, *Le commerce illicite des produits pétroliers en République Populaire du Bénin*, mémoire de maîtrise à la FASJEP, UNB.

- Alba C., et Labazee P., 2011, *Libéralisation et secteur informel*, <http://transcontinentales.revues.org/610>, p.77-98, consulté le 01/12/2012.
- Bailly A., 2003, *Mieux connaître le secteur informel dans les pays en développement : une approche anthropologique*, in Bodson P. and Roy P-M., *Survivre dans les pays en développement : approches du secteur informel*, Montréal, éd groupe interuniversitaire de Montréal, coll villes et développement.
- Becker H., 1985 (1963), *Outsiders : étude sociologique de la déviance*, trad. française, Coll. Leçons choses, Paris, Métailié.
- Boudon R., *Déclin de la morale ? Déclin des valeurs ?* Paris, PUF.
- Carpentier N. et White D., 2013, *Perspective des parcours de vie et sociologie de l'individuation*, Sociologie et Sociétés, vol. 45, n° 1, p.279-300 <http://id.erudit.org/iderudit/1016404ar>, consulté le 24 /09/ 2013 à 08 : 49.
- Crévoisier O., Hainard F., Ischer P., 2007, *L'économie informelle : une alternative à l'exclusion économique et sociale ?* université de Neuchâtel, UNESCO Suisse.
- Demeulenaere P., 2003, *Les normes sociales entre accords et désaccords*, Paris, PUF.
- Doutetien H., 2012, <http://www.lacroixdubenin.com/2012/08/17/commerce-informel-de-lesence-frelatee-et-si-nous-osions-formaliser-le-kpayo/> ce 17/08/2013 à 07h17.
- Durkheim E., 1937, *Les règles de la méthode sociologique*, Quadrige, Paris, PUF.
- Etienne J., Bloess F., Noreck J-P., Roux J-P., 2004, *Dictionnaire de sociologie : les notions, les mécanismes et les acteurs*, Paris, Hatier 3<sup>ème</sup> édition.

- Ferréol G., Cauche P., Duprez J-M., Gadrey N., Simon M., 2012, *Dictionnaire de sociologie*, 4<sup>ème</sup> éd, Paris, Armand Colin.
- Ferréol G., 2000, *La dissertation sociologique*, Paris, Armand Colin, collection Civisus sociologie.
- Friedberg E. et Crozier M., 1977, *L'acteur et le système*, Paris 6 Seuil, 417 pages.
- Gonzalez O., *Où sont les migrants dans la mobilisation sociale ? « Débrouille », lutte transnationale et alliances locales des Andins en Europe*, <http://olgagonzalez.wordpress.com/> consulté ce 16/12/2013 à 15h39.
- Hounye Seddor C., 2004, *La situation de la distribution des produits pétroliers au Bénin, Cotonou, service du traitement, de la distribution et du contrôle des produits pétroliers*.
- Igue J. O. et Afouda S., 1992, *L'Etat-entrepôt au Bénin commerce informel ou solution à la crise ?* Paris, Karthala.
- Ilanda M., 1989, *Le secteur informel un aperçu des aspects méthodologiques et conceptuels*, Québec, Université Laval.
- Jürgen H., 1978, *Raison et légitimité*, Paris, Payot, p.126-127.
- Kalhoulé N. T., 2005, (manuscrit), *Les composantes sociales et politiques de la vente de l'essence dans l'économie informelle à Cotonou*, mémoire de maîtrise en Sociologie-Anthropologie, Université d'Abomey-Calavi, FLASH.
- Lares, juillet 2011, *SONACOP : Etude du marché des produits pétroliers au Bénin*.
- Lautier B., 2004, *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, Coll Repère.
- Lautier B., De miras C., et morice A., 1991, *L'Etat et l'informel*, Paris, L'Harmattan.

- Marx K., 1971, *Le capital*, livre I, 2<sup>ème</sup> section, chap XIV et XV, traduction française, Joseph Roy.
- Montcho B., 2012, (manuscrit), *La vente parallèle de l'essence à Cotonou comme stratégie de survie et opportunité d'affaire*, mémoire de DEA, EDP/FLASH, UAC.
- Montcho B., 2009, (manuscrit), *Problématique de l'interdiction de la vente de carburant dans le secteur informel à Cotonou*, mémoire de maîtrise, FLASH/DSA, UAC.
- Mozere L., 1999, *Travail au noir, informalité : liberté ou sujétion ?*, Paris, L'Harmattan.
- Nelisse C., 1994, *La croisée du formel et de l'informel : entre l'Etat et les partenaires*, <http://id.erudit.org/iderudit/005197> ar ce 22/09/2011 0 07H53.
- Nelisse, herscovici et moulin, 1994, *Les formes de l'informel, lien social et politique*, n°32, p.5-13, <http://id.erudit.org/iderudit/005159> ar consulté ce 22/09/2012 à 07h44.
- Ogien A., 2012, *Sociologie de la déviance*, Paris, PUF, Coll, Licence Socio.
- Paugam S., 2014, *L'épreuve de la disqualification parentale*, Paris, PUF, Coll., Le lien social », p.113-135.
- Reynaud J-D., *Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale*, Armand Colin, Paris, 1997 [1989], p.297.
- Rodriguez-Torres D., juin 1998, *Le Kenya le contrat social à l'abandon*, Politique Africaine 70, Paris, Karthala.
- Smith A., 1776, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre I, chap. I, Paris, trad. française Germain Garnier, 1991.

Weber M., 1921, *Economie et société*, Traduction française Paris,  
Plon, 1971, XXII-650 pages,  
<http://www.google.fr/#q=1%légitimité+rationnelle+weber> ce  
31/08/2013 à 17H15.